Enquête — Social

Le pouvoir d'achat, un concept anti-écolo à bannir

Par Gaspard d'Allens
19 juillet 2022 à 09h39,
Durée de lecture : 9 minutes

Débattu par le gouvernement, le pouvoir d'achat reste un concept enfermant les citoyens dans une société de consommation. Les penseurs de l'écologie, eux, défendent plutôt la recherche de l'autonomie et de l'autosubsistance.

Le pouvoir d'achat est devenu un *« mot totem »*, un fétiche que l'on brandit de manière automatique. Comme il y a peu on parlait sans arrêt de croissance, sans se réinterroger sur ses apories ou ses limites. Aujourd'hui, *« le pouvoir d'achat »* [1] est sur toutes les bouches et le gouvernement lui consacre en ce moment même un projet de loi. Les décideurs politiques, les délégués syndicaux et les grands patrons le défendent avec ardeur, dans une même allégresse consumériste. Rien ne paraît plus consensuel que les multiples appels qui invitent à l'augmenter.

Pourtant, à l'heure du dérèglement climatique, l'expression soulève de nombreux impensés et crée un certain malaise. En quoi la capacité d'acheter des biens et des services sur un marché pourrait-il résumer l'accès à des conditions de vie dignes et décentes ? Face à la pénurie des ressources naturelles et l'explosion des prix de l'énergie — une situation inéluctable qui va s'aggraver —, ne risque-t-on pas de gonfler artificiellement nos conditions de vie matérielles, sans prendre en compte les réalités environnementales ?

Les débats actuels sur le pouvoir d'achat nous enferment dans une société capitaliste où l'acte de consommation est devenu l'unique manière de se rapporter au monde et de subvenir à nos besoins. Pour Agnès Sinaï, la présidente de l'Institut Momentum, *« le pouvoir d'achat est une notion biaisée et utilitariste, une revendication sans transcendance qui ne véhicule aucune valeur en soi, comme si le pouvoir sur nos vies dépendait de nos capacités de consommation et non d'une souveraineté plus profonde. Derrière cette expression, il y a une forme de réductionnisme, une vie mutilée »*, dit-elle à *Reporterre*.

« Plus de liens, moins de biens »

La notion de pouvoir d'achat nous a peu à peu colonisés, jusqu'à incarner ce que le philosophe Ivan Illich appelle un *« monopole radical »* [2] : *« L'Homme est devenu dépendant des produits industriels et a perdu conscience de sa capacité à satisfaire ses besoins sans consommer ou via des modes de production non industriels »*, écrivait-il en 1973. André Gorz, lui, déplorait à la même époque que *« l'on ne produit plus rien de ce qu'on consomme dans notre société et on ne consomme rien de ce qu'on produit »*. [3]

Depuis la naissance de l'écologie politique, ces penseurs n'ont cessé de prôner autre chose que cette intégration dans le grand bain du consumérisme. Pour eux, la notion de pouvoir d'achat conforte les individualistes et déconnecte de la Terre. Ils défendent à l'inverse la recherche de l'autonomie et de l'autosubsistance pour ne plus être aliénés à un système économique

destructeur.

> **« Créer, donner, recevoir plutôt qu'acheter »**

Ivan Illich parle d'*« austérité joyeuse »*, René Dumont de *« socialisme de semi-austérité »*, André Gorz d'un *« principe d'autolimitation »* qui permettrait de replacer les besoins *« dans la norme du suffisant »*. Pour réduire l'invasion marchande, ils promeuvent le développement du don, du partage ou encore la gratuité de certains services : *« Créer, donner, recevoir plutôt qu'acheter »* ; *« Préférer les liens aux biens »*.

Il n'en reste pas moins que la misère est là avec sa violence et son dénuement et qu'il est impératif de la combattre. Nombre de salariés précaires n'ont plus les moyens aujourd'hui de se déplacer, se chauffer, se loger ou même se nourrir. Un phénomène accru par l'inflation. Alors que faire ?

Dans l'urgence, le gouvernement s'empresse d'octroyer quelques miettes aux plus pauvres, de distribuer de maigres chèques pour subventionner les énergies fossiles ou pour acheter des produits industriels dans les grandes surfaces. Les sirènes du pouvoir d'achat retentissent : *« Il faut l'augmenter »*, dit-on sans relâche, tel un mantra, mais on se garde bien d'interroger les causes structurelles qui ont abouti à cette situation. Quitte à alimenter un puits sans fond.

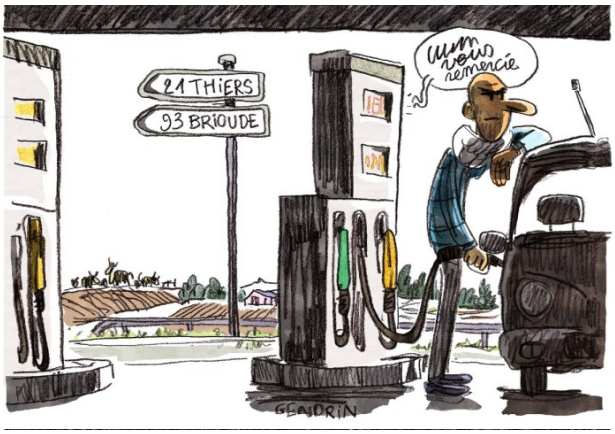
Comme le rappelle André Gorz, *« les niveaux présents de consommation d'énergie reflètent non pas des besoins spécifiques incompressibles, mais le choix d'un certain type de développement propre au capitalisme opulent »*. Béton, pesticides, plastique, bagnoles, numérique... Depuis les années 1960, *« l'ensemble des arbitrages sociaux et économiques a favorisé les procédés et les consommations à fort contenu énergétique »*. Il suffit de voir nos autoroutes, l'étalement urbain ou l'obsolescence de nos objets.

« Un tour de passe-passe idéologique pour domestiquer les classes populaires »

Notre quotidien est de plus en plus appareillé et nourri de *« besoins artificiels »* souvent onéreux. *« Le pouvoir d'achat s'est mué en devoir d'achat, en injonction à consommer, via les publicités, le crédit ou les choix de l'État*, souligne la philosophe Jeanne Guien. *Tout récemment, on peut l'observer via la numérisation de l'existence et celle des services publics qui nous obligent à nous doter d'un smartphone. »*

C'est l'ensemble de ces processus qu'il

faudrait aujourd'hui questionner pour retrouver du *« pouvoir de vivre »* [4]. Mais les débats techniques et dépolitisés autour du pouvoir d'achat nous en éloignent. *« Ces discussions sont un piège dans lequel les dominants tentent de nous enferrer*, appuie l'économiste Timothée Parrique. *Quand on parle de pouvoir d'achat, on ne s'interroge jamais sur les circuits d'approvisionnement, les conditions de création de la marchandise ou même l'utilité des biens achetés. C'est une misère de la pensée. »*



Face à la hausse du prix de l'essence, une « indemnité carburant pour les travailleurs » figure dans la proposition de loi sur le pouvoir d'achat. De quoi museler la grogne sociale ? *© Étienne Gendrin/Reporterre*

On oublie aussi l'enjeu fondamental de la répartition des richesses. *« Parler de pouvoir d'achat des Français est une notion abstraite qui masque les inégalités sociales »*, insiste le professeur au Muséum d'histoire naturelle Luc Semal.

Cela n'a rien d'un hasard. Depuis ses origines, ce concept a été utilisé au service de l'ordre établi. Le philosophe Aurélien Berlan y voit même *« un tour de passe-passe idéologique pour domestiquer les classes populaires »* : *« Les discours autour du pouvoir d'achat ont déplacé les revendications du champ de la production et de l'organisation du travail vers la consommation pour intégrer les classes subalternes au système et les faire participer à l'opulence promise par le capitalisme. Ça a été une manière de capturer la parole émancipatrice de la gauche »*, estime-t-il.

Une analyse partagée par l'historien François Jarrige : *« Derrière le pouvoir d'achat, il y a un côté très paternaliste. On va distribuer des pains et des jeux, satisfaire l'appétit consumériste immédiat pour éviter de poser les problèmes fondamentaux qui nous assaillent de tous les côtés. »*

Un outil pour neutraliser la colère sociale

La notion est née à la Belle Époque, au début du XXe siècle, alors que se multipliaient les émeutes, les grèves et les conflits sociaux. La société française entrait massivement dans une logique salariale et les classes populaires étaient progressivement dépossédées de leur moyen de subsistance, en fuyant la campagne et

en devenant dépendantes de la paie d'un patron.

En 1911, les familles modestes avaient de plus en plus de mal à équilibrer leur budget et à se fournir en beurre, en sucre ou en viande. Un mouvement social baptisé *« la croisade des ménagères »* a alors démarré. Les femmes d'ordinaire cantonnées à la sphère domestique étaient à l'avant-garde. Dans la rue, elles chantaient *« l'Internationale du beurre à 15 sous »* et conspuaient les marchands. Les affrontements se sont multipliés avec la police et les commerçants. En août 1911, à Saint-Quentin dans l'Aisne, les heurts ont duré plusieurs jours avec des pillages de marché, des barricades. La IIIe République ne pouvait pas se permettre de tirer simplement sur les manifestants, d'autant plus que les femmes y étaient majoritaires. Le tout nouveau service de la statistique nationale a alors planché sur un indice des prix de détail pour les treize produits de consommation courante. On a commencé à parler alors de *« pouvoir d'achat »*.

Des Gilets jaunes à Paris, en 2018. © *NnoMan Cadoret/Reporterre*

Ces instruments de mesure nationale se sont affinés progressivement jusqu'à la création de l'Insee [5] en 1946 et le thème s'est fait une place dans les discours syndicaux. Jusqu'à devenir omniprésent pendant les Trente Glorieuses. *« Il a permis de concentrer les débats sur la sphère individuelle et familiale, le compte en banque, la carte de crédit plutôt que sur la répartition des richesses*, analyse François Jarrige. *Il a été un formidable outil de neutralisation de la colère sociale. »*

À l'heure actuelle, face aux défis climatiques et sociaux, il paraît nécessaire de rompre avec cet héritage et d'ouvrir un nouvel imaginaire. De nombreuses pistes sont sur la table. *« Plutôt que de vouloir répondre aux besoins de la population en lui donnant la capacité d'acheter, il faudrait soustraire du marché un certain nombre de biens et de services fondamentaux*, propose ainsi la philosophe Jeanne Guien. *On le fait déjà avec la santé et l'éducation, pourquoi ne le ferait-on pas pour l'alimentation, le logement ou l'accès à l'eau ?* se demande-t-elle. *Ces droits inconditionnels devraient être garantis et pris en charge de manière non marchande. »*

Après cet article

Social

Le chèque alimentaire ne permettra pas de mieux manger

Notes

[1] Le pouvoir d'achat est un concept aussi bien qu'un outil statistique, défini comme la quantité de biens et de services qu'un revenu permet d'acquérir.

[2] Le monopole radical est une notion développée par Ivan Illich pour désigner une situation où un élément modifie, contrôle et contraint les populations à modifier radicalement leur mode de vie.

[3] André Gorz, *Adieux au prolétariat*, éditions Galilée, 1980.

[4] Cette notion a été notamment diffusée par le Pacte du pouvoir de vivre, une alliance de syndicats et d'ONG *« pour un nouveau modèle de société écologique, social et démocratique »*.

[5] Institut national de la statistique et des études économiques.